

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

EVRY-COURCOURONNES CEDEX, le
02/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MRF agence MEL

13 Avenue Condorcet
91240 Saint-Michel-sur-Orge

Références : D2023. 0122
Code AIOT : 0006504510

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2022 dans l'établissement MRF agence MEL implanté ZA de la Bonde Lieu-dit L'Aulnaye Dracourt 91300 MASSY. L'inspection a été annoncée le 23/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MRF agence MEL
- ZA de la Bonde Lieu-dit L'Aulnaye Dracourt 91300 MASSY
- Code AIOT : 0006504510
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

L'installation MEL de Massy fait du transit et du regroupement de mâchefers (issus des incinérateurs de Massy - ENORIS, du SIOM de Villejust, et du SIEOM du Loir et Cher), de terres non polluées et de déchets de démolition de route. Ces déchets sont concassés et criblés. Les déchets métalliques issus des mâchefers sont récupérés afin d'être valorisés.

Le site dispose du ligne de traitement des mâchefers, d'une centrale de malaxage avec 7 prédoseurs, 3 silos et un malaxeur.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 3.6.	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Prélèvements	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 5.1.	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Mesure des volumes rejetés	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 5.4.	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Valeurs limites de rejet	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 5.5.	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Mesure périodique de la pollution rejetée	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 5.9.	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Valeurs limites et conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 6.2. & 6.3	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
13	Procédure d'information préalable	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > II.	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
15	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
16	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
17	Règles d'aménagement	Arrêté Préfectoral du 03/01/1995, article Article 2 - Annexe 2	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
18	Registre des mâchefers	Arrêté Préfectoral du 03/01/1995, article article 5.6 - annexe 3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
19	Mesure qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 03/01/1995, article Article 11 - Annexe 4	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 2.10	/	Sans objet
2	Connaissance des produits, étiquetage	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 3.3.	/	Sans objet
3	Registre entrée/sortie	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 3.5.	/	Sans objet
5	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 4.2.	/	Sans objet
11	Stockages	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 6.4.	/	Sans objet
12	Admissibilité des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > I.	/	Sans objet
14	Procédure d'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > III.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit s'assurer que ses registres de suivi de déchets (entrée et sortie) reprennent de manière exhaustive les informations mentionnées dans son arrêté préfectoral ou dans les arrêtés ministériels relatifs à son activité.

De plus il doit également s'assurer que les laboratoires en charge d'effectuer les diverses analyses sur son site dispose des agréments en vigueur. La liste des laboratoires agréés est disponible sur le site www.labeau.ecologie.gouv.fr

Enfin une vigilance doit être apportée sur la présence systématique d'une DAP en vue de l'admission des déchets sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 2.10
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution accidentelle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Les niveaux du réservoirs doivent pouvoir être visualisés par des jauges de niveau ou dispositifs équivalents et pour les stockages enterrés par des limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire intérieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.
Constats : L'exploitant dispose d'un conteneur dédié au stockage des produits dangereux, et dans lequel des rétentions sont installées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Connaissance des produits, étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 3.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Produit dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du code du travail. Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : Les contenants de produits dangereux portent le nom des produits, ainsi que les pictogrammes de dangers correspondants.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Registre entrée/sortie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 3.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux stockés, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats : L'exploitant ne tient pas à jour d'état des stocks de ses produits dangereux. Toutefois il réalise un suivi visuel des quantités stockées par rapport aux taux de remplissages des cuves.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Vérification périodique des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 3.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.
Constats : Le rapport réalisé par l'APAVE suite à sa vérification des installations électriques du 21/04/2022, conclut que les installations peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion avec notamment : un dysfonctionnement du dispositif différentiel à courant résiduel, déjà relevé lors du contrôle 2021. Le rapport relève également plusieurs non conformités.
Non-conformité : l'exploitant doit mettre en place un programme d'intervention pour remettre ses installations électriques conformes. Il doit présenter à l'inspection ce programme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 4.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux ...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
Constats : La vérification des extincteurs a été effectuée le 14/10/22 par l'entreprise CSI. L'entretien des systèmes des blocs de secours a été réalisé le 15/12/2022, par l'entreprise ACTEMIUM. Le registre de sécurité a été rempli par le prestataire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 5.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs doivent être relevés toutes les semaines si le débit moyen prélevé est supérieur à 10 m ³ /j. Le résultat de ces mesures doit être enregistré et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif antiretour. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.
Constats : Le suivi des consommations est réalisé via les factures d'eau. Le site n'est pas équipé d'un dispositif totaliseur qui lui permet de suivre sa consommation en eau. Un tel dispositif doit être installé dans le courant du mois de janvier 2023. Une fois le dispositif installé, l'exploitant doit transmettre les justificatifs à l'inspection. Le site est équipé d'un dispositif anti-retour, qui a été vérifié pour la dernière fois le 25/05/2022 par l'entreprise SADE. Non-conformité : l'exploitant doit transmettre à l'inspection le suivi de sa consommation annuelle pour l'année 2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Mesure des volumes rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 5.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La quantité d'eau rejetée doit être mesurée chaque mois ou à défaut évaluée à partir de la mesure des quantités d'eau prélevées dans le réseau de distribution publique ou dans le milieu naturel.
Constats : Les volumes rejetés des lixiviats des mâchefers est comptabilisé par l'entreprise ENORIS, destinataire des lixiviats. Le système totaliseur de son côté n'est plus en état de fonctionnement, celui-ci est régulièrement endommagé par les matières en suspension des lixiviats. Toutefois une estimation annuelle est réalisée dans le cadre des CSS. L'exploitant indique ne pas faire de suivi des rejets de ses eaux pluviales. Non-conformité : L'exploitant est tenu de faire un suivi mensuel de ses rejets aqueux. S'il n'est pas en capacité de suivre les rejets de lixiviats, il doit se les procurer auprès d'ENORIS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Valeurs limites de rejet**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 5.5.**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet**Prescription contrôlée :**

Les eaux de procédé et de nettoyage, à l'exception des installations liées à la préfabrication de produits en béton (rubrique 2522), doivent être recyclées en fabrication. Sans préjudice des conventions de déversement dans le réseau public (art. L. 35-8 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :

- température inférieure à 30° C ;

- hydrocarbures totaux (NFT 90-114) : 10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j.

b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :

- pH (NFT 90-008) 5,5 - 9,5 (la convention de raccordement au réseau d'assainissement peut fixer une valeur de pH différente en cas de fabrication de béton) ;

- matières en suspension (NFT 90-105) : 600 mg/l.

c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :

- pH (NFT 90-008) - 5,5 9,5

- matières en suspension (NFT 90-105)

- la concentration ne doit pas dépasser 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà.

Les valeurs limites de concentration doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

Constats : Une analyse des eaux pluviales avant rejet a été réalisée le 15/06/2022 par ADEM LABORATOIRE.

Le rapport d'analyse conclut :

"L'échantillon « REJET ANNUEL » présente des anomalies vis-à-vis des valeurs limites de rejet de la convention de raccordement au SIAVB et de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du site :

- Le pH de l'échantillon prélevé le 15/06/2022 (11,8 UI), dépasse la valeur limite de rejet de ce paramètre de la convention de raccordement ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du site.

- L'azote total de l'échantillon prélevé le 15/06/2022 (6,7 mg/l), dépasse la valeur limite de rejet de ce paramètre de la convention de raccordement des eaux pluviales.

- La concentration en aluminium de l'échantillon prélevé le 15/06/2022 (990 µg/l), dépasse la valeur limite de rejet de ce paramètre de la convention de raccordement des eaux pluviales."

Non-conformité : L'exploitant doit indiquer à l'inspection les moyens mis en œuvre pour corriger les dépassements sur ces paramètres.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Mesure périodique de la pollution rejetée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 5.9.
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.5. doit être effectuée au moins tous les 3 ans par un organisme agréé par le ministre de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée. Une mesure du débit est également réalisée, ou estimée à partir des consommations, si celui-ci est supérieur à 10 m3/j.
Constats : Le laboratoire qui a réalisé les analyses du 15/06/2022, n'est pas un laboratoire agréé par le ministère de l'environnement. Les eaux rejetées par le site sont majoritairement traitées et réutilisées sur le site. Les eaux traitées sont stockées au niveau d'une citerne enterrée. La méthode de prélèvement ne respecte pas les prescriptions du présent article à savoir " un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure". En effet un seul prélèvement instantané a été réalisé au lieu des deux prescrits. Compte tenu du lieu de prélèvement, une mesure de débit ne peut être réalisée. Non-conformité : L'exploitant est tenu de faire réaliser au moins tous les trois ans une analyse de ses effluents rejetés selon les prescriptions de l'article 5.9 à savoir : ✕ par un laboratoire agréé, ✕ par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Valeurs limites et conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 6.2. & 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les effluents gazeux doivent respecter les valeurs limites définies ci-après, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) et mesurées selon les méthodes définies au point 6.3. Les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 150 mg/Nm ³ de poussières. Le point de rejet doit dépasser d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres. Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés au point 6.2 doit être effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les trois ans. Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre de l'environnement quand il existe une procédure d'agrément des organismes. A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NFX 44.052 doivent être respectées. Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. En cas d'impossibilité, liée à l'activité ou aux équipements, d'effectuer une mesure représentative des rejets, une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.
Constats : L'exploitant déclare réaliser des campagnes de mesures de retombées de poussière à une fréquence semestrielle. Les rapports des deux campagnes de l'année 2022 ont été transmises à l'inspection. Elles ont été réalisées en juillet et octobre 2022, par le laboratoire ADEM Laboratoire. L'exploitant peut réaliser une seule campagne de mesure annuelle, au lieu de deux par an. La campagne de mesure devra se dérouler pendant la période estivale. Les résultats de mesure de la quantité de poussière sont exprimé en g/m ² , contrairement à l'article 6.2 de l'arrêté ministériel du 30/06/1997 qui exprime les résultats en mg/Nm ³ . De plus le laboratoire choisi pour réaliser les mesures n'est pas agréé. Non-conformité : l'exploitant doit s'assurer que les résultats d'analyses sont exprimés dans la bonne unité de mesure définie par l'arrêté ministériel correspondant à la rubrique 2515. Il doit également s'assurer que le laboratoire en charge de réaliser les mesures est agréé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 6.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les stockages extérieurs doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, ou être stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ces stockages doivent être réalisés sous abri ou en silos. Les fillers (éléments fins inférieurs à 80 µm) et les produits pulvérulents non stabilisés doivent être ensachés ou stockés en silos. Ces silos doivent être munis de dispositifs de contrôle de investi de manière à éviter les débordements. L'air s'échappant de ces silos doit être dépoussiéré s'il est rejeté à l'atmosphère.
Constats : L'exploitant déclare faire de l'arrosage des pistes et des stockages pour limiter les envols. Le site ne dispose pas d'un système de canalisation des émissions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Admissibilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Seuls les déchets non dangereux sont admis, à l'exception des installations classées sous la rubrique n° 2711, qui peuvent accepter des déchets d'équipements électriques et électroniques dangereux. L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.
Constats : Le site dispose à son entrée d'un dispositif de détection de radiation par lequel les camions sont obligés de passer pour accéder au site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Procédure d'information préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > II.

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous :

- source (producteur) et origine géographique du déchet ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits)
- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;
- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.

Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.

Les données concernant la composition du déchet et l'ampleur des essais requis en laboratoire dépendent du type de déchets. Notamment, les déchets municipaux classés comme non dangereux, les fractions non dangereuses collectées séparément des déchets ménagers et les déchets non dangereux de même nature provenant d'autres origines (déchets de métaux et d'alliages de métaux, déchets de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles ou bois) ne nécessitent pas d'essais concernant le comportement à la lixiviation.

Pour les autres types de déchets, il convient de réaliser un essai de lixiviation selon les règles en vigueur. L'analyse des concentrations contenues dans le lixiviat porte sur les métaux (As, Cd, Cr total, Cu, Hg, Ni, Pb et Zn), les fluorures, l'indice phénols, les cyanures libres, les hydrocarbures totaux, les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), les composés organiques halogénés (en AOX ou EOX). La siccité du déchet brut et sa fraction soluble sont également évaluées. Les tests et analyses relatifs à l'information préalable peuvent être réalisés par le producteur du déchet, l'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri ou tout laboratoire compétent.

Il est possible de ne pas effectuer les essais après accord de l'inspection des installations classées dans les cas suivants :

- toutes les informations nécessaires à l'information préalable sont déjà connues et dûment justifiées ;
- le déchet fait partie d'un type de déchet pour lequel la réalisation des essais présente d'importantes difficultés ou entraînerait un risque pour la santé des intervenants ou, le cas échéant, pour lequel on ne dispose pas de procédure d'essai ;
- l'exploitant met en place une surveillance de l'ensemble des paramètres mentionnés dans l'article 17.

Constats : Le site accueille des déchets d'entreprises ou d'artisans (chantiers chez des particuliers), dans ce dernier cas l'exploitant ne réalise pas de DAP.

Pour les autres chantiers la DAP est réalisée. La procédure est en cours de dématérialisation.

Non-conformité : l'exploitant doit s'assurer de l'origine et de la qualité des matériaux admis sur son site, quelque soit le type de client.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > III.
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.</p> <p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ; - réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ; - recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ; - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. <p>Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception. Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement.</p> <p>b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.</p> <p>c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.</p> <p>d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou- si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur. <p>L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet. Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé. Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.</p> <p>Constats : L'admission des déchets se déroule de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✕ contrôle de la radioactivité, ✕ DAP, ✕ contrôle visuel du chargement, ✕ contrôle du bon de commande avec un code interne correspondant aux chantiers des clients. <p>Le site n'accepte pas de déchets de clients inconnus.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. <p>Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un registre des déchets qui recense l'intégralité des informations, notamment le n° de SIRET n'apparaît pas sur le registre des déchets. Toutefois le registre mentionne le nom de chaque client. L'exploitant dispose des numéros de SIRET de ses clients par ailleurs.</p> <p>Sur son site l'exploitant traite trois type de déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✕ des terres non polluées (environ 70 000 tonnes/an), ✕ déchets de démolition (principalement de route) (environ 70 000 tonnes/an), ✕ mâchefers (environ 35 000 tonnes/an) <p>L'exploitant a transmis des registres à l'inspection mais ces derniers n'indiquent pas si ce sont des registres de déchets entrants ou sortants.</p> <p>Non-conformité : l'exploitant doit indiquer sur ses registres s'il s'agit de déchets entrants ou sortants, et transmettre les registres à l'inspection</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 16 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :- la date de l'expédition du déchet ;</p> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :- la dénomination usuelle du déchet ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :- l'adresse de l'établissement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. <p>Constats : L'exploitant a transmis des registres à l'inspection mais ces derniers n'indiquent pas si ce sont des registres de déchets entrants ou sortants.</p> <p>Non-conformité : l'exploitant doit indiquer sur ses registres s'il s'agit de déchets entrants ou sortants, et transmettre les registres à l'inspection</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 17 : Règles d'aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/01/1995, article Article 2 - Annexe 2
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est constituée de deux zones : <ul style="list-style-type: none">- 1 zone de stockage et de traitement des mâchefers de 4 450 m² environ :<ul style="list-style-type: none">- aire de réception du mâchefer brut- aire de criblage, déferraillage, concassage du mâchefer- aire de maturation et de stockage du mâchefer criblé et déferraillé- 1 zone de de stockage des matériaux naturels de 11 650 m² environ :<ul style="list-style-type: none">- aire de stockage des matériaux naturels (environ 2 500 m²)- aire de circulation (environ 8000 m²) comprenant une unité de malaxage- aire d'espace verts (environ 1 100m²) <p>A l'exception de l'aire des espaces verts, l'ensemble du site est recouvert d'un enrobé étanche.</p>
Constats : L'installation est répartie en deux zones comme mentionné dans le présent article. Les différentes zones sont clairement identifiables. Une dalle béton est présente sur l'ensemble du site (à l'exception de la zone espaces verts). Des travaux de reprise de la dalle vont être entrepris début 2023 au niveau de la zone de stockage des déchets de terres et de démolition. Observation : L'exploitant devra transmettre les justificatifs de travaux de reprise de la dalle à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 18 : Registre des mâchefers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/01/1995, article article 5.6 - annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour doit un registre des entrées. Les informations suivantes y sont consignées : <ul style="list-style-type: none">- date d'arrivée,- origine (usine),- catégories correspondantes aux moyennes mobiles,- catégorie correspondant aux résultats de la dernière analyse,- quantité,- localisation du lot dans l'installation. L'exploitant doit également disposer, pour chaque four d'origine, d'un registre comprenant les résultats d'analyses des mâchefers permettant de faire apparaître les valeurs des moyennes mobiles sur 7 mois des paramètres visés au 2 ^{de} de la présente annexe. Ces résultats d'analyses sont disponibles pour les trois dernières années.
Constats : Le registre transmis par l'exploitant ne reprend pas l'ensemble des informations mentionnées dans le présent article à savoir : <ul style="list-style-type: none">- date d'arrivée,- origine (usine),- catégories correspondantes aux moyennes mobiles,- catégorie correspondant aux résultats de la dernière analyse,- quantité,- localisation du lot dans l'installation. Le registre ne mentionne que le nom du client apporteur et la quantité. L'exploitant doit également transmettre pour chaque usine d'origine, un registre comprenant les résultats d'analyses des mâchefers. Non-conformité : le registre des entrées des mâchefers doit reprendre l'ensemble des informations mentionnées à l'article 5.6 de l'arrêté préfectoral de 1995. De plus L'exploitant doit également transmettre pour chaque four d'origine, un registre comprenant les résultats d'analyses des mâchefers.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 19 : Mesure qualité des eaux souterraines**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/01/1995, article Article 11 - Annexe 4**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux souterraines**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit installer autour du site un réseau contrôle de la qualité des eaux souterraines constitué de 3 piézomètres dont un situé à l'amont hydraulique du site et deux à l'aval. Le choix de leur implantation doit être soumis à l'avis d'un hydrogéologue agréé.

La qualité des eaux souterraines est contrôlée dans ces trois piézomètres par un laboratoire agréé : préalablement à la réception des mâchefers et au moins une fois par an par mesure des paramètres suivants :

- | | |
|---------------|---|
| - pH | - Mg |
| - résistivité | - Mn |
| - NO2 | - Métaux lourds (H g . Cd . Cr . Zn . Cu, Pb) |
| - NO3 | - Fer |
| - Cl - | - Phénols |
| - SO4 2- | - Hydrocarbures totaux |
| - PO4 | - DCO |
| - Na | - As |
| - Ca | |

Au moins une fois tous les six mois, par mesure des paramètres suivants :

- | | |
|------------------------|------------------------|
| - pH | - chlorures |
| - résistivité | - sulfates |
| - métaux lourds totaux | - hydrocarbures totaux |
| - phénols | |

Constats : L'exploitant fournit à l'inspection un registre dématérialisé du suivi de la qualité des eaux souterraines. Des mesures semestrielles sont réalisées sur les 4 piézomètres du site pour une partie des paramètres. L'ensemble des paramètres est mesuré une fois par an. Les fréquences de mesures des paramètres sont conformes aux prescriptions du présent article.

Toutefois le laboratoire en charge de l'analyse des eaux souterraines n'est pas agréé.

Non-conformité : l'exploitant doit faire réaliser les analyses par un laboratoire agréé.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale**Proposition de délais :** 6 mois

